

AKTUELL

ÉDUCATION

« Très déçus »

David Angel

Vers une grève dans le social ? Les éducateurs et éducateurs gradués en ont marre du manque de dialogue et des plans de réforme du gouvernement.

Coup de gueule chez les éducateurs : « Elo ass Schluss » (« Ça suffit maintenant ») était le mot d'ordre d'une conférence de presse de l'Entente des professions éducatives et sociales (Epes), qui regroupe les associations professionnelles Apeg et Apel. Les raisons de leur mécontentement sont nombreuses : manque de dialogue, de transparence et absence totale de cohérence dans la ligne gouvernementale, et surtout une réforme de la fonction publique « inacceptable » aux yeux des éducateurs, éducateurs gradués et éducateurs sociaux représentés par les trois organisations.

Leur mobilisation ne date pas d'hier : fin janvier, l'Apeg et l'Apel avaient remis une pétition recueillant 11.000 signatures au président de la Chambre des députés, Mars Di Bartolomeo. Leurs revendications ? Des conditions de travail adaptées pour un travail éducatif de qualité, un concept cohérent pour l'éducation, formelle ou non formelle, la reconnaissance politique et financière du travail social et éducatif, entre autres. A l'époque, Marc Pletsch se montrait optimiste dans le woxx (woxx 1253) : « Nos revendications sont très proches de ce que dit le gouvernement dans son accord de coalition », disait-il.

Entre-temps, les associations professionnelles sont descendues dans la rue en mars, pour donner du poids à leurs paroles. Suite à la manif devant le ministère de l'Éducation, ils avaient décroché une entrevue avec Corinne Cahen et Claude Meisch. Depuis, le silence.

« Après ce premier entretien, nous avons envoyé une lettre à Claude Meisch et à Corinne Cahen en mars, afin de demander une autre entrevue », explique Sandy Vitali, coprésidente de l'Apeg. « Nous n'avons toujours pas reçu de réponse. » Pour Paul Bressler, cela en dit long sur la volonté de dialogue et de transparence toujours prônée par la coalition : « Nous sommes très déçus. »

Même scénario pour la réforme de la fonction publique : « Une telle

réforme devrait se faire dans le dialogue avec les concernés », dit l'Epes. L'Apeg, qui dit toujours avoir salué le projet de réforme, se tourne vers le Conseil d'État dans une lettre : « Nous constatons, après analyse profonde, que les carrières de l'éducateur et de l'éducateur gradué, dans la phase de transition, ne sont toujours pas classées de façon à ce qu'on puisse parler d'une réelle revalorisation ».

En contact étroit avec les syndicats

Petite piquûre de rappel : jusque-là, un éducateur, détenteur d'une quatorzième, était payé comme le détenteur d'une onzième. Un éducateur gradué,

dont le niveau d'études correspond à un bac +3 était payé comme le détenteur d'un simple bac. Si le projet de loi 6459, portant sur la réforme de la fonction publique, prévoit un reclassement dans un grade supérieur

pour les éducateurs et les éducateurs gradués, cela ne va pas de pair avec une réelle amélioration en ce qui concerne le salaire. Inacceptable, jugent les éducateurs en colère, qui disent attendre « depuis presque 40 ans une reconnaissance de leur profession ainsi que de leurs études ».

Autre sujet de préoccupation : l'accueil gratuit des enfants et le nouvel impôt (qui n'est pas un impôt, bien sûr) de 0,5 pour cent pour le financer. « Peut-on vraiment parler d'accueil gratuit, alors que tout le monde devra payer un nouvel impôt ? », s'interroge Marc Pletsch. A priori, l'Epes n'est pas contre la gratuité des structures d'accueil. « Mais d'abord, il faut que les infrastructures soient prêtes, ce qui n'est pas le cas pour l'instant », indique Paul Bressler, qui craint que l'emploi précaire de personnes peu qualifiées, déjà fort répandu dans le secteur, explose.

« Nous mobilisons nos membres par le biais de réunions d'information locales », explique Sandy Vitali. Si les associations professionnelles ne peuvent, vu leur statut, pas lancer de grève, les syndicats le pourraient : « Nous sommes en contact étroit avec l'OGBL, qui est majoritaire dans le secteur », conclut Apeg et Apel, qui envisagent aussi des démarches en justice au cas où la réforme de la fonction publique passerait telle quelle.



SHORT NEWS

Presserat ruft zur Einheit aller Akteure auf

(rg) - In einem auf den 12. November 2014 datierten Kommuniqué zeigt sich das Exekutivkomitee des Luxemburger Presserates, der sich paritätisch aus Verlegern und Journalisten zusammensetzt, sehr besorgt über die geplanten Einsparungen der Regierung bei der direkten und der indirekten Pressehilfe. „Die geplanten Einsparungen könnten einzelne Verleger dazu zwingen, drastische und folgenschwere Maßnahmen zu ergreifen“, heißt es in der Stellungnahme. Auch einen Monat nach Bekanntwerden des „Zukunftspak“, sind die genauen Einzelheiten der Sparmaßnahmen noch immer nicht bekannt, doch sollen sie „in den nächsten Tagen“ den Verlegern übermittelt werden. Der Presserat betont in diesem Zusammenhang, dass, um „eine ordentliche Debatte in dieser Sache führen zu können (...) alle betroffenen Akteure, Verleger und Journalisten, in aller Transparenz informiert und angehört werden“ müssten. Er erinnert ebenfalls „alle Entscheidungsträger an die Wichtigkeit der Medienvielfalt in Luxemburg, die jetzt, sollte es zu massiven Einsparungen kommen, arg in Gefahr gerät“. Da einige Sparmaßnahmen, wie etwa die umfassenden Abbestellungen von Zeitschriftenabonnements durch die Verwaltungen, schon jetzt oder, wie der Stop der öffentlichen Anzeigen, spätestens im neuen Jahr greifen werden, ist zudem ein hoher Zeitdruck entstanden, da die ökonomische Basis vieler Printmedien durch die wirtschaftliche Entwicklung der letzten Jahre ohnehin stark angeschlagen ist. Der Presserat plant die Einsetzung einer speziellen Arbeitsgruppe, die es erlauben soll, schnell und gezielt auf die Vorschläge der Regierung einzugehen und um ein gemeinsames Vorgehen vorzubereiten.

Unisec : la CCDH dit non

(da) - La Commission consultative des droits de l'homme vient de présenter son avis sur le projet d'Unité de sécurité pour mineurs (Unisec). Un avis fracassant. Ainsi, la CCDH, qui s'oppose fermement « à la pratique d'alléger des textes », déplore l'« absence de projet socio-éducatif » dans le projet de loi. Unisec « n'est pas un centre thérapeutique, mais une prison pour jeunes délinquants », clarifie la commission, qui demande d'ailleurs une définition précise des faits qui risquent d'entraîner une privation de liberté pour un mineur - alors qu'un adulte connaîtrait exactement les conséquences de ses actions, pour un mineur, il n'en serait pas ainsi. Le fait que l'Unité de sécurité dépende de la même structure que les centres socio-éducatifs de l'État (Dreiborn et Schrässig) pourrait entraîner le risque d'une utilisation comme simple lieu de sanction pour les jeunes de ces centres. Pour la CCDH, le texte de loi reflète parfaitement « l'impuissance et l'absence de volonté des pouvoirs publics de trouver une solution satisfaisante face aux difficultés rencontrées par les jeunes ». Par conséquent, sous ces conditions, le projet de loi « ne peut trouver le soutien de la CCDH ».

Viviane Reding: Ein bisschen Frieden

(da) - Erst Luc Frieden, jetzt Viviane Reding: Die ehemalige Vizepräsidentin der europäischen Kommission geht in die Privatwirtschaft. Sie wechselt zur Bertelsmann-Stiftung und wird Mitglied im Vorstand von Nyrstar. Die Bertelsmann-Stiftung, ein wirtschaftsliberaler Think Tank aus Deutschland, dessen Leitbild man unter dem Motto „So wenig Staat wie möglich“ zusammenfassen kann, hat sich in Deutschland unter anderem für eine Senkung des Mindestlohns und die Abschaffung der Arbeitslosenversicherung eingesetzt. Auch im Kampf für TTIP steht die Stiftung an vorderster Front: „USA und gesamte EU würden von transatlantischem Freihandelsabkommen erheblich profitieren“ lautete der Titel einer ihrer Pressemitteilungen. Nyrstar ist der weltweit größte Hersteller von Feinzink und einer der größten Produzenten von Primärblei. Reding, die Mitglied im Handelsausschuss des Europa-Parlaments ist, darf gegenüber der Kommission während 18 Monaten kein Lobbying für ihre neuen Geldgeber betreiben. So wollte es zumindest Barrosos Kommission, die Reding Bedingungen für den Wechsel in die Privatwirtschaft stellte. Laut internationaler Presse war von Lobbying gegenüber Parlament oder Ministerrat aber nicht die Rede.